

C.E.P.G.L.

Quelle est la situation du transport aérien entre Etas ?

Une lettre postée à Goma, chef-lieu de la sous-région zaïroise du Nord-Kivu à destination de la ville voisine de Gisenyi au Rwanda, à quel trafic est-elle soumise ?

Ce trafic, l'on ne sait très bien le définir mais tout ce dont on est sûr est que cette lettre prendra environ un mois pour atteindre Gisenyi situé à 1 km de Goma. Cela tout simplement parce qu'il n'y a pas de "pont postal" direct entre ces deux villes pourtant "jumelles". Il faudra d'abord atteindre Kinshasa, Bujumbura au Burundi ensuite pour enfin toucher le Rwanda. Air-Zaïre a certains vols seulement sur Bujumbura!

Voilà un petit cas, banal peut-être, mais autour duquel tournent pas mal des questions.

Le séminaire sur le transport aérien entre les Etats membres de la CEPGL, tenu du 13 au 15 mars sous l'égide du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (Mulpoc) de Gisenyi a considéré la situation de cet état des choses.

Organisé par la commission économique pour l'Afrique (CEA) dont relève le Mulpoc de Gisenyi, ce séminaire a connu une forte participation.

Les représentants des Etats membres, des Compagnies aériennes nationales, celles étrangères telles la Sabena et autres privées ont été tous unanimes sur le fait qu'il fallait trouver une solution à l'enclavement des pays membres de la CEPGL.

Lors de sa 7ème réunion tenue à Kinshasa, le Conseil des ministres et commissaires d'Etat de la CEPGL avait recommandé la réalisation d'une étude globale du désenclavement de la région des Grands Lacs. C'est ainsi que le séminaire devait définir un plan directeur des voies internes et externes de son désenclavement.

Après 3 jours de discussions, de communications et de considérations, le séminaire avait fait des recommandations suivantes :

1. Que les pays de cette sous-région élaborent et adoptent une poli-

tique commune en matière aéronautique.

2. Que les négociations reprennent très rapidement au niveau des Etats en vue d'exhorter les compagnies aériennes nationales à assurer des liaisons directes entre les pays membres.

3. Que soit constituée une commission permanente inter-compagnies qui étudierait la mise en oeuvre des recommandations susmentionnées et s'attacherait à la recherche des solutions pratiques aux différents problèmes de désenclavement.

En ce qui concerne le fret, le séminaire a rappelé la nécessité d'

entamer une étude globale qui aboutirait à la mise en place d'une société communautaire de transport cargo. Cette étude ne peut être entreprise que par phases.

Que ces compagnies communautaires voyent le jour, c'est le souhait de tout "citoyen CEPGL".

Wakilongo M. Nyembo

Conseil exécutif

10 % d'augmentation de salaire pour les agents de l'Etat

celui de Lumumba devant le Palais de la Justice à la "Place de la liberté" tandis que l'avenue Virunga devient l'avenue des héros.

Un troisième monument honorera Mama Mobutu Sese Seko pour le travail accompli dignement aux côtés du Guide et conformément aux résolutions du 2ème congrès ordinaire du MPR tenu en 1977.

Au cours de cette réunion élargie aux Secrétaires d'Etat, il a été également question du démarrage du nouveau programme avec le Fonds monétaire international, de l'exécution rigoureuse du programme de stabilisation et de l'amélioration du mécanisme de paie des fonctionnaires de l'Etat.

Une commission d'exécution du programme de stabilisation a été mise sur pied tandis qu'une première tranche de 10 % d'augmentation de salaires a été décidée en faveur des agents de

Suite l'Etat. A cet égard, les départements de l'ESU, de la Fonction publique et de l'Enseignement ont été responsables pour examiner les propositions des fonctionnaires à accorder pour éviter l'arbitraire injustices en cette matière du social.

Le Président-fonctionnaire n'a pas manqué de rappeler à ses collaborateurs le sens de la loyauté et de la qualité d'hommes d'Etat après des considérations générales sur les relations entre le Zaïre et le monde, ainsi qu'avec les Etats-Unis.

Le dernier point du rapport du secrétaire d'Etat, il a été question de l'inspection des régions se posant dans les deux semaines pour venir pour que les décisions en découlant prises dans les délais.

KAJANGU MUSUSU

Editorial

Suite de la p

Le rendez-vous de Gbadolite

Ce sera là une bonne leçon pour nos compatriotes politiques, du peuple, d'Etat, et qui devront inculquer au peuple zaïrois une mentalité précieuse et indispensable de façon à développer et le progrès économique de leur pays par eux-mêmes.

Le Zaïre, tout le monde le sait, est un continent où les terres abondent pour manger de quoi manger. Il suffit à tous et à toutes surtout à ceux-là qui ont le privilège d'être nantis, de travailler et de s'occuper de l'intérêt collectif. Il ne sert à rien que gros intérêts personnel en banque et de constamment de voitures quand dans son village il n'existe aucune maison en aucune route praticable et aucune initiative de production vivrière.

C'est là croyons-nous la première leçon pratique de développement que le Père de la révolution a voulu donner à son équipe l'exécutif. Car en dehors de Gbadolite, le Guide cultive et s'occupe personnellement ses champs à N'Sele, à Lubumbashi et à Mbuji-Mayi et bientôt, ce seront Kananga et Kinshasa, Lubumbashi, Gbadolite et Mbuji-Mayi survivant grâce aux domaines agro-industriels présidentiels installés dans ces villes.

Cette leçon qui se donnera ailleurs est un bel exemple pratique à étendre aux autres branches du Parti. Qui doivent dorénavant procéder par des actions concrètes.

JUA

Faut-il déplacer la ville d'Uvira ?

Prise en sandwich entre une chaîne de montagnes et le lac Tanganyika, Uvira donne l'air d'une ville prisonnière. Condamnée de par sa situation géographique à un étouffement plutôt qu'à une quelque extension, préalable pour un développement harmonieux.

Face à cet état naturel, nombre de responsables politico-administratifs ont pensé et proposé à la hiérarchie le déplacement de la zone d'Uvira vers le centre de la Plaine de la Ruzizi. Ces appels restent sans résultat à ce jour.

Cela n'empêche qu'ici ou là l'on entende encore des échos dans ce sens.

Qui pointe Luberizi pour devenir le nouveau chef-lieu de la zone d'Uvira. Un rapport circonstancié récent fait par un chef de division estime, après enquête que l'ancien siège du

Projet de la Ruzizi serait le lieu approprié. Pour plusieurs raisons.

Luberizi, une cité peuplée de plus de 10.000 âmes bénéficierait d'une infrastructure suffisante pour abriter tous les services administratifs ainsi que les cadres de la zone qui vivent presque dans le maquis à Uvira. Une belle résidence qu'habitait jadis le directeur du projet, la maison de l'ex-directeur adjoint, quatre villas qu'occupaient deux ingénieurs, l'ancien chef du personnel et le chef de la mission agricole chinoise et enfin, un guest-house et un camp de travailleurs construits en matériaux durables.

Ajouter à cela un complexe pouvant servir de bureaux administratifs, un garage équipé, un complexe sportif, un complexe complet des P.T.T. et de T.S.F. Sans parler d'une canalisa-

tion d'eau potable, d'un groupe électrogène puissant et de la proximité avec la Sucrerie de Kiliba, la Rizerie et huilerie de Kiringye, d'hôpitaux ou autres établissements scolaires et religieux.

Le même rapport soutient que le déplacement de la ville d'Uvira aurait des avantages certains. Notamment le débordement d'Uvira dont le développement urbanistique est étouffé, le développement socio-économique de la Plaine de la Ruzizi, la répression de la fraude, la meilleure implantation du Centre de l'Institut Supérieur de Développement Rural et la réhabilitation d'un centre moderne quasi abandonné.

Kajangu Mususu